

L'UE et ses voisinages : acteurs et espaces d'un discours

Laurent Beauguitte, France Guérin-Pace, Yann Pierrick Gérald Richard

▶ **To cite this version:**

Laurent Beauguitte, France Guérin-Pace, Yann Pierrick Gérald Richard. L'UE et ses voisinages : acteurs et espaces d'un discours. Fronts et frontières des sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Mar 2014, Paris, France. pp.25-31. halshs-00968598

HAL Id: halshs-00968598
https://shs.hal.science/halshs-00968598

Submitted on 1 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'UE et ses voisinages : acteurs et espaces d'un discours

AUTEURS
Laurent BEAUGUITTE, France GUÉRIN-PACE, Yann RICHARD

RÉSUMÉ
Cette communication propose une analyse de la politique européenne de voisinage à partir des sept communications-cadres publiées par la Commission européenne et le Service européen d'Action extérieure entre 2003 et 2013. L'analyse de ce corpus de textes par les méthodes de la statistique textuelle apporte un éclairage complémentaire aux travaux qui s'inscrivent dans le champ de la *critical discourse analysis*. Le contenu des textes a été exploré par une analyse quantitative du vocabulaire et des champs lexicaux qui se dessinent au cours de la décennie étudiée. Nous avons porté une attention particulière à la désignation des entités géographiques dans la manière d'écrire la politique de voisinage. Cette analyse lexicale du discours « officiel » de la politique européenne de voisinage permet d'apporter une contribution significative aux débats sur l'intégration régionale à l'échelle macroscopique en décryptant le regard porté par les institutions européennes.

MOTS CLÉS
Union européenne, voisinage, relations internationales, statistique textuelle, géographie politique

ABSTRACT
In this communication, we provide an analysis of the European Neighbourhood Policy (ENP), based on 7 texts published by the European Commission and then by the European External Action Service between 2003 and 2013. The analysis of this corpus of texts by the methods of textual statistics brings a complementary perspective to the research works in the field of critical discourse analysis. Without formulating any hypothesis, we let emerge the contents of texts by a quantitative analysis of the vocabulary and the lexical fields which take shape during the studied decade. We paid a particular attention on the naming of the geographical entities in the manner of writing the policies of neighbourhood. This lexical analysis of the "official" speech of the politics (policy) of neighbourhood gives a significant contribution to the debates on regional integration at the macrogeographical level.

KEYWORDS
European Union, neighbourhood, international relations, textual statistics, political geography

INTRODUCTION
La politique européenne de voisinage (PEV) a été conçue au sein de la Commission européenne en 2002 et 2003 et mise en œuvre à partir de 2004. Pendant les dix années qui se sont écoulées depuis son lancement, elle a donné lieu à de nombreuses publications produites majoritairement par des spécialistes des relations internationales (Petiteville, 2006 ; Smith, 2003 ; Kratochvíl, 2009), des juristes internationaux (Whitman

et Wolff, 2010 ; Emerson *et al.*, 2007) et plus récemment des géographes (Boedelltje et Houtum, 2011). Les axes de recherche explorés sont nombreux. Dans la plupart des cas, il s'agit d'étudier la genèse et les principes fondamentaux de la PEV, les instruments et les modalités de sa mise en œuvre mais surtout d'évaluer son efficacité, de l'échelle locale ou régionale à l'échelle macrorégionale.

Dans cette communication, on ne reviendra pas sur la politique elle-même, sur son fonctionnement, sa perception ou encore ses effets attendus ou observés. Notre objectif est de proposer une analyse approfondie des textes des sept communications-cadres de cette politique, publiées successivement par la Commission européenne et le Service européen d'Action extérieure (SEAE), entre 2003 et 2013. Plusieurs auteurs se sont intéressés au décryptage de la politique de voisinage à partir d'une lecture attentive des documents officiels publiés par l'Union européenne. Ces travaux s'inscrivent en général dans le champ de la *critical discourse analysis* et de la *critical geopolitics* (Ó Tuathail, 1996 ; Ó Tuathail et Agnew, 1992). Cette dernière part du postulat que le langage est un instrument de pouvoir et que tout discours géopolitique sert à justifier des postures politiques et éventuellement des relations de domination (Fairclough, 1996 ; Rist, 2002).

Bien qu'elles soient en général très stimulantes, ces analyses sont avant tout descriptives (voir cependant Larsen, 2004) et souffrent de certains manques. En particulier, d'une étude à l'autre, la constitution des corpus documentaires n'est pas toujours justifiée. Par ailleurs, les auteurs, tout en affichant une approche critique, ne proposent pas de méthode d'analyse rigoureuse et éventuellement reproductible, appuyée sur des mesures précises et des démarches bien identifiées. La plupart utilise les textes dans l'optique de confirmer ou d'infirmer des hypothèses préétablies. Cette méthode, pour pertinente qu'elle soit, nous semble insuffisante. Nous avons souhaité, dans un premier temps, explorer ces textes par une démarche inverse : ne pas poser *a priori* d'hypothèses sur le contenu des textes qui définissent une décennie de politique de voisinage mais laisser émerger par une analyse quantitative du vocabulaire, une structuration de leur contenu et de son évolution, selon des univers lexicaux (Guérin-Pace, 1997).

1. LA POLITIQUE DE VOISINAGE EN MOTS, ENTRE 2003 ET 2013

Nous avons constitué un corpus à partir des sept communications-cadres publiées entre 2003 et 2013 [1]. Ces textes présentent quelques différences dans leur forme et contenu. En particulier la longueur, la diversité des mots employés, les pays ou les régions diffèrent sensiblement d'un texte à l'autre. Néanmoins, ce corpus est très homogène au regard du contexte de production des textes qui le composent, à savoir la politique européenne de voisinage. Il est intéressant de s'appuyer sur ce matériau textuel pour observer l'évolution de l'institution européenne à propos d'une thématique donnée sur une décennie particulièrement riche en événements internes (traité de Lisbonne, élargissements, etc.) et externes (conflits, printemps arabes, crise économiques, résurgence de la Russie, relatif désengagement régional américain, etc.).

L'analyse de ce corpus au moyen des méthodes de la statistique textuelle [2] permet

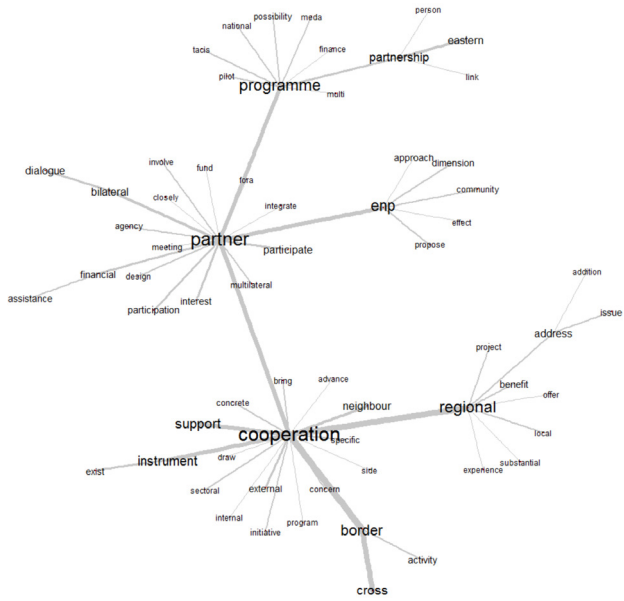
1 Le corpus est constitué de sept textes publiés respectivement en 2003, 2004, 2006, 2007, 2011, 2012 et 2013.

2 Les traitements ont été effectués au moyen du logiciel d'accès libre Iramuteq (Ratinaud, 2012).

de déceler la tonalité et l'évolution du discours officiel de la politique européenne de voisinage. En premier lieu, la lecture du vocabulaire associé à ces textes, la fréquence d'emploi ou l'absence de certains mots, révèlent en quelque sorte les messages principaux que l'UE souhaite diffuser. Si une première lecture des mots les plus fréquents dans le corpus ne livre que peu de surprise : *country, partner, cooperation, ENP, support, policy, economic, neighbourhood, reform, commission, action, regional, development, European, partnership, political, neighbour, Mediterranean, include, programme, agreement, plan, dialogue, area, border, society, trade, promote, Eastern, financial*, etc., leur contexte d'emploi et l'évolution temporelle du vocabulaire est riche d'enseignements.

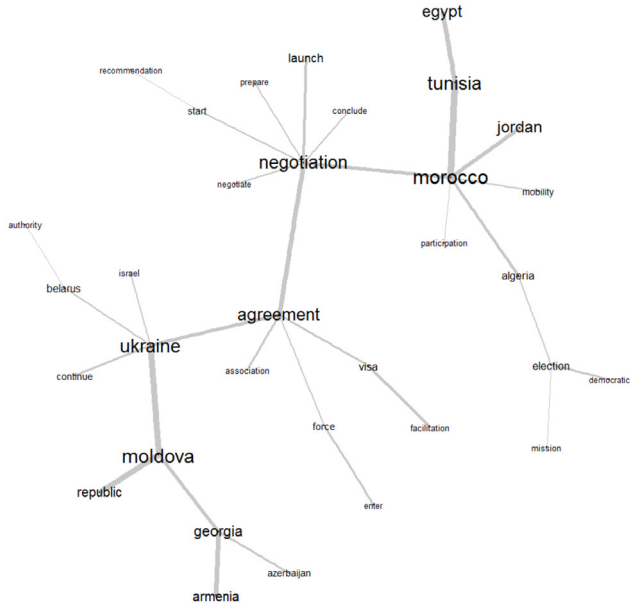
Le vocabulaire utilisé pour mettre en mots la politique de voisinage à intervalles de temps réguliers met en évidence des univers lexicaux qui se dessinent autour de notions-clés. L'analyse des communications-cadres de 2003 à 2013 révèle une grande diversité des mondes lexicaux en lien avec la désignation des entités spatiales. Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour étudier ces univers : fixer un objet spatial (région, nation) et interpréter son contexte d'utilisation, ou partir d'un des univers lexicaux qui émergent du corpus [3] et interpréter les proximités autour de notions qui paraissent pertinentes. Les graphes de similitude (figures 1 et 2) illustrent la configuration de deux mondes lexicaux associés, l'un autour des modalités de fonctionnement et d'action de la PEV (figure 1), l'autre autour des pays éligibles à la PEV (figure 2).

Figure 1. Univers lexical associés aux modalités de fonctionnement de la PEV



3 Les mondes lexicaux sont issus d'une analyse des données de type CDH effectué sur le Tableau Lexical Entier (Reinert, 1997).

Figure 2. Univers lexical associés aux pays éligibles la PEV



2. UNE LECTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POLITIQUE DE VOISINAGE : DES ABSENTS

L'exploration de la dimension géographique des textes met en lumière quelques nuances intéressantes des discours. Pour cela, les toponymes présents dans les textes ont été relevés ainsi que les adjectifs évoquant une région (ex. : *Mediterranean*) ou une direction (ex. : *North*). Les espaces évoqués, qu'il s'agisse du Sud ou de l'Est, sont le plus souvent désignés comme un tout : les dénominations *Southern* et *Mediterranean* dans un cas et *Eastern* dans l'autre étant les plus fréquemment utilisés. Notons cependant que ce dernier terme était quasiment inutilisé au début de la période étudiée avant de s'imposer progressivement. Autre constatation frappante, les entités territoriales mentionnées dans les textes sont presque exclusivement des États. La grille étatique reste dominante dans le discours de l'UE et « les pays situés entre l'Union élargie et la Russie » – Ukraine, Moldavie et Biélorussie (Guichert, 2002) – sont les plus fréquemment cités durant la période étudiée.

Si l'on examine plus attentivement la présence relative des différents pays au cours de la période étudiée (tableau 1), on observe plusieurs profils. Des États présents dans les discours sur toute la période, comme la Libye ou la Palestine ; des pays plus présents en début de période, comme la Russie, ou en fin de période, comme l'Égypte, la Jordanie, le Maroc ou la Tunisie. Pour ces derniers, il s'agit de l'impact très net du printemps arabe, qui illustre une certaine réactivité de la PEV qui adapte son discours au contexte du voisinage. De façon plus surprenante, la Syrie n'est pas concernée par cette évolution, mise à part une présence plus importante en 2013. Enfin, le très faible nombre d'occurrences

de la Turquie peut surprendre, de même que la quasi-disparition de la Russie qui n'est nommée qu'une fois en 2011, 2012 et 2013, après avoir été tout simplement ignorée en 2007, et questionne la pertinence d'une politique de voisinage mise en place sans prendre en compte les puissances régionales situées dans l'environnement régionale de l'Union. Les États les plus cités (Moldavie et Ukraine) le sont constamment tout au long de la décennie, montrant peut-être que, vus de Bruxelles, ils sont les plus proches politiquement de l'UE. Enfin, la montée en force récente des pays du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) suggère une volonté croissante de l'Union européenne d'intervenir dans la résolution des conflits régionaux.

Tableau 1. Les pays les plus fréquemment cités dans les textes de la PEV

Pays	Fréquence 2003-2013	2003	2004	2006	2007	2011	2012	2013
Ukraine	74		---					
Moldova	71		---					+
Russia	63	+++			---	---	---	---
Belarus	59	+++	+++	---	-	-		
Tunisia	55		---	-	-		+++	+++
Morocco	51		---				+++	+
Egypt	46		-				+	+++
Georgia	43	---	-					+++
Jordan	36	--	---				+++	+++
Libya	33							
Armenia	32	-					+++	+++
Azerbaijan	25					-		++
Algeria	23					-		+
Israel	18				+	-		
Caucasus	16			+				
Arab	16						++	+
Palestinian	15							
Syria	14							+
Turkey	13							

Lecture = La Russie est sur-représentée dans le texte de 2003 et sous-représentée depuis 2007. Le signe + indique une sur-représentation et le signe - une sous-représentation. Le nombre de signes indique la significativité : 2 (+), 2 à 2,5 (++), > à 2,5 (+++), idem pour les signes négatifs. Une case vide signale que le terme n'est ni sur- ni sous-représenté à la date concernée.

Si l'on s'intéresse maintenant aux échelles spatiales mobilisées dans les textes pour définir la PEV, on note tout d'abord une nette prédominance de l'échelon national : les mots *state*, *country* et *national* sont les plus fréquemment utilisés. Bien que constamment présent, l'échelon régional apparaît loin derrière (209 occurrences pour *regional* contre 593 pour *country*) et ce malgré l'existence d'une dimension méditerranéenne et d'une dimension orientale de la PEV. Enfin, les termes relatifs à un échelon local, d'une part, et à une échelle globale (*multilateral*, *global*, *world* et *universal*) sont très peu utilisés (Beauguitte et Richard, 2013). Comparer les fréquences respectives de *bilateral* et de *multilateral* (59 contre 21) est tout à fait éclairant sur ce point.

Ces constats pourraient accréditer l'idée selon laquelle la politique régionale de l'UE demeure une question internationale au sens strict (relations d'État à État) conformément au principe de différenciation, venant en cela contredire le discours de l'UE à l'ONU. À cet égard, on peut s'étonner que l'UE ne fasse jamais mention des organisations régionales situées dans son voisinage et qui jouent un rôle dans la structuration des relations politiques et économiques internationales dans cette partie du monde.

CONCLUSION

Si la politique européenne est le plus souvent appréhendée à travers le prisme de l'essai académique, d'autres approches permettent un éclairage différent où la dimension territoriale peut être mise en évidence sans ambiguïté. La démarche proposée ici présente un triple intérêt pour l'analyse des politiques institutionnelles : elle s'appuie sur un corpus homogène eu égard à son contexte de production, elle est reproductible (logiciel *open source*, textes publics) et elle permet de révéler, au moyen d'une analyse statistique des co-occurrences des mots qui composent les textes, des structures parfois inattendues riches d'enseignement. Elle permet également de tester l'hypothèse largement débattue parmi les internationalistes selon laquelle l'Union européenne est un acteur des relations internationales car l'analyse textuelle permet de confronter les évolutions du discours européen sur le voisinage aux critères de l'*actorness* tels que définis par plusieurs auteurs.

RÉFÉRENCES

Beauguitte L., Richard Y., 2013, « Analyse géographique d'un discours politique. L'exemple des brochures *L'Union européenne dans le monde* », *Belgeo*, n° 4 [en ligne http://belgeo.revues.org/8604].

Boedelltje F., Houtum H. van, 2011, "Brussels is Speaking: The Adverse Speech Geo Politics of the European Union Towards its Neighbours", *Geopolitics*, vol. 16, pp. 130-145.

Emerson M., Noutcheva G., Popescu N., 2007, "European Neighbourhood Policy Two Years On: Time indeed for an 'ENP Plus'", Centre for European Policy Studies Policy Brief, n° 126.

Fairclough N., 1995, *Critical Discourse Analysis*, London, Longman.

Guérin-Pace F., 1997, « La statistique textuelle. Un outil exploratoire en sciences sociales », *Population*, vol. 52, n° 4, pp. 865-887.

Guicherd C., 2002, « Ukraine, Biélorussie et Moldavie : entre l'Union élargie et la Russie », *Politique étrangère,* n° 3, 67e année, pp. 683-696.

Kratochvíl P., 2009, "Discursive Constructions of the EU's Identity in the Neighbourhood: An Equal Among Equals or the Power Centre?", *European Political Economy Review*, n° 9, pp. 5-23.

Larsen H., 2004, "Discourse analysis in the study of European foreign policy", *in* Christiansen T., Tonra B. (eds.), *Rethinking European Union Foreign Policy*, Manchester–New York, Manchester University Press, "Europe in Change", pp. 62-80.

Ó Tuathail G., 1996, *Critical Geopolitics. The Politics of Writing Global Space*, Minneapolis, University of Minnesota.

Ó Thuatail G., Agnew J., 1992, "Geopolitics and discourse. Practical geopolitical reasoning in American foreign policy", *Political Geography*, vol. 11, n° 2, pp. 190-204.

Petiteville F., 2006, *La politique internationale de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po.

Ratinaud P., 2013, Iramuteq 0.6, http://www.iramuteq.org/ (visité le 29 juillet 2013).

Reinert M. (1997). « Les "Mondes lexicaux" des six numéros de la revue *Le Surréalisme au Service de la Révolution* », Cahiers du centre de recherche sur le surréalisme (Mélusine), XVI, Lausanne, éd. L'Âge d'Homme, pp. 270-302.

Rist G. (dir.), 2002, *Les Mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF.

Smith K.E., 2003, *European Union Foreign Policy: What it is and What it Does*, London, Pluto.
Whitman R., Wolff S. (éds), 2010, *The European Neighbourhood Policy in Perspective: Context, Implementation and Impact*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

LES AUTEURS

Laurent Beauguitte
CIST
beauguittelaurent@hotmail.com

France Guérin-Pace
Identités et territoires des populations
INED
guerin@ined.fr

Yann Richard
PRODIG
Université Panthéon-Sorbonne
pierricq.richard@orange.fr